

## CONVENTION D'OBJECTIFS 2026

### Entre

**La Communauté de Communes Sundgau**, représentée par Monsieur Gilles FREMIOT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération DEL 093-2025 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2025, désignée sous le terme « Communauté de Communes », d'une part,

### Et

**L'Association pour l'Enfance d'Altkirch**, représentée par Mme Sandrine GOEPFERT, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant :

**Services multi-accueil et accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire (jusqu'à 12 ans) d'Altkirch.**

La Communauté de Communes contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

### ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2026.

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2026, le montant définitif de la subvention versée sera déterminé lors du vote du budget primitif. Dans ce cadre, il sera conclu un avenant à la présente convention pour intégrer le montant de la subvention ainsi voté.

### ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Acompte 1 : 102 500 € versé au cours du premier trimestre 2026 (correspondant à 25% du montant de la subvention versée en 2025),
- Les versements des autres acomptes sont à définir en fonction du montant définitif de la subvention attribuée.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

### ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059),

- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du Code de Commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

## **ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS**

L'Association informe sans délai la Communauté de Communes de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

## **ARTICLE 7 – SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Communauté de Communes, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté de Communes. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

La Communauté de Communes contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. La Communauté de Communes peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 9 – ANNEXE**

Le budget prévisionnel de l'Association pour l'exercice 2026 sera transmis à la Communauté de Communes après son vote.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 11 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Altkirch, le

Pour la Communauté de Communes Sundgau  
Le Président  
Gilles FREMIOT

Pour l'Association  
La Présidente  
Mme Sandrine GOEPFERT

## CONVENTION D'OBJECTIFS 2026

Entre

**La Communauté de Communes Sundgau**, représentée par Monsieur Gilles FREMIOT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération DEL-093-2025 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2025, désignée sous le terme « Communauté de Communes », d'une part,

Et

**L'Ecole de Musique du Sundgau (EMS)**, représentée par Sandra RISTERUCCI, Présidente, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant :

#### **Cours de Musique, Danse et Théâtre individuels et collectifs**

La Communauté de Communes contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

### ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2026.

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2026, le montant définitif de la subvention versée sera déterminé lors du vote du budget primitif. Dans ce cadre, il sera conclu un avenant à la présente convention pour intégrer le montant de la subvention ainsi voté.

### ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Acompte 1 : 30 000 € versé au cours du premier trimestre 2026 (correspondant à 25% du montant de la subvention versée en 2025),
- Les versements des autres acomptes sont à définir.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

### ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059),

- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du Code de Commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

## **ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS**

L'Association informe sans délai la Communauté de Communes de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

## **ARTICLE 7 – SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Communauté de Communes, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

## **ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté de Communes. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

La Communauté de Communes contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. La Communauté de Communes peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 9 – ANNEXE**

Le budget prévisionnel de l'Association pour l'exercice 2026 sera transmis à la Communauté de Communes après son vote.

## **ARTICLE 10 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 11 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Altkirch, le

Pour la Communauté de Communes Sundgau  
Le Président  
Gilles FREMIOT

Pour l'EMS  
La Présidente  
Sandra RISTERUCCI

## CONVENTION D'OBJECTIFS 2026

Entre

**La Communauté de Communes Sundgau**, représentée par Monsieur Gilles FREMIOT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération DEL-093-2025 du Conseil Communautaire du 11 décembre 2025, désignée sous le terme « Communauté de Communes », d'une part,

Et

**L'Association Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau**, représentée par Véronique ZUNDEL, Présidente, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant :

#### **Actions de promotion et de développement touristique.**

La Communauté de Communes contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

### ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2026.

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2026, le montant définitif de la subvention versée sera déterminé lors du vote du budget primitif. Dans ce cadre, il sera conclu un avenant à la présente convention pour intégrer le montant de la subvention ainsi voté.

### ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Acompte 1 : 42 500 € versé au cours du premier trimestre 2026 (correspondant à 25% du montant de la subvention versée en 2025),
- les versements des autres acomptes sont à définir.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

### ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059),

- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du Code de Commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

## **ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS**

L'Association informe sans délai la Communauté de Communes de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

## **ARTICLE 7 – SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Communauté de Communes, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté de Communes. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

La Communauté de Communes contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. La Communauté de Communes peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 9 – ANNEXE**

Le budget prévisionnel de l'Association pour l'exercice 2026 sera transmis à la Communauté de Communes après son vote.

## **ARTICLE 10 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 11 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Altkirch, le

Pour la Communauté de Communes Sundgau  
Le Président  
Gilles FREMIOT

Pour l'Office du Tourisme  
La Présidente  
Véronique ZUNDEL